



ADAPEI 28
Association
Siège social : 10 Rue de la Maladrerie
28630 LE COUDRAY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

ADAPEI 28
Association
Siège social : 10 Rue de la Maladrerie
28630 LE COUDRAY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

À l'Assemblée Générale de l'Association ADAPEI 28

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADAPEI 28 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur la correcte application des règles et méthodes comptables et la présentation d'ensemble des comptes d'une part et sur la conformité des produits issus de la tarification d'autres part.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est

plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE COUDRAY, le 11 Juin 2025

Le Commissaire aux comptes

SARL ECOUTE ET ANALYSES - AUDIT,

représenté par

Armelle PEDROT



ADAPEI 28

Association

Siège social : 10 Rue de la Maladrerie

28630 LE COUDRAY

SIRET : 77510094400328

=====

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Libellé	Montant brut 31/12/2024	Amort. et prov. 31/12/2024	Montant net 31/12/2024	Montant net 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	37 401,00	3 147,40	34 253,60	
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels et assimilés	213 883,13	194 286,57	19 596,56	
Droit au bail				
Fond commercial	83 239,50	83 239,50		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	2 468 642,92	157 742,85	2 310 900,07	2 312 523,17
Constructions	27 790 407,35	13 428 794,59	14 361 612,76	15 094 490,80
Installations techniques, matériels et outillage	4 951 305,17	3 822 798,27	1 128 506,90	1 100 112,42
Autres immobilisations corporelles	6 296 929,75	4 499 937,29	1 796 992,46	1 297 979,79
Immobilisations corporelles en cours	357 189,09		357 189,09	29 392,26
Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations Financières :				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	42 135,96		42 135,96	41 482,46
Prêts				
Autres immobilisations financières et créances immobilisées	466 230,30	455 999,27	10 231,03	15 030,17
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE	42 707 364,17	22 645 945,74	20 061 418,43	19 891 011,07
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	63 222,98		63 222,98	77 762,71
En-cours de production (biens et services)	10 398,44		10 398,44	9 424,18
Produits intermédiaires et finis	254 259,63		254 259,63	272 862,30
Marchandises	13 962,66		13 962,66	16 913,37
Avances et acomptes sur commande	8 839,74		8 839,74	18 214,78
Créances :				
Usagers et comptes rattachés	1 466 105,80	8 461,98	1 457 643,82	1 529 156,55
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 265 119,20		1 265 119,20	1 476 053,73
Valeurs mobilières de placement	5 090 000,00		5 090 000,00	5 090 000,00
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	11 972 933,33		11 972 933,33	11 056 481,43
Charges constatées d'avance	135 835,71		135 835,71	149 808,57
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT	20 280 677,49	8 461,98	20 272 215,51	19 696 677,62
Charges à répartir sur plusieurs exercices III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	62 988 041,66	22 654 407,72	40 333 633,94	39 587 688,69

Libellé	Montant brut 31/12/2024	Amort. et prov. 31/12/2024	Montant net 31/12/2024	Montant net 31/12/2023
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise :				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	1 223 109,82		1 223 109,82	1 223 109,82
Fonds propres avec droit de reprise :				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation	0.00	0.00	0.00	0.00
Réserves :				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles	3 606 179,50		3 606 179,50	3 606 179,50
Réserves réglementées				
Réserves pour projet de l'entité	3 109 435,47		3 109 435,47	3 109 435,47
Réserves pour projet de l'entité sur activités médico-sociales sous gestion contrôlée	6 666 489,03		6 666 489,03	6 473 287,01
Reports à nouveau :				
Report à nouveau	10 128 564,96		10 128 564,96	10 111 404,44
Report à nouveau des activités médico-sociales sous gestion contrôlée	-3 125 886,78		-3 125 886,78	-2 509 523,80
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	246 998,75		246 998,75	-406 000,44
Situation nette (sous-total)	21 854 890,75		21 854 890,75	21 607 892,00
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	2 082 936,35		2 082 936,35	2 044 807,44
Provisions réglementées	2 097 153,13		2 097 153,13	2 209 924,55
TOTAL I - FONDS PROPRES	26 034 980,23		26 034 980,23	25 862 623,99
Fonds reportés liés au legs et donations				
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
Fonds dédiés sur autres ressources	15 204,93		15 204,93	9 843,14
Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification	653 130,14		653 130,14	544 895,32
TOTAL II - FONDS REPORTES OU DEDIES	668 335,07		668 335,07	554 738,46
Provisions pour risques	172 117,29		172 117,29	248 939,82
Provisions pour charges	2 154 813,76		2 154 813,76	2 016 420,06
TOTAL III - PROVISIONS	2 326 931,05		2 326 931,05	2 265 359,88
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 592 926,16		6 592 926,16	7 075 704,06
Emprunts et dettes financières divers	4 966,73		4 966,73	5 247,04
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 836,32		4 836,32	2 282,36
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 302 611,94		1 302 611,94	1 254 300,40
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	3 124 059,72		3 124 059,72	2 308 335,48
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 087,19		9 087,19	13 969,59
Autres dettes	234 626,31		234 626,31	231 934,97
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	30 273,22		30 273,22	13 192,46
TOTAL IV - DETTES	11 303 387,59		11 303 387,59	10 904 966,36
Ecart de conversion (passif)				
TOTAL V				
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	40 333 633,94		40 333 633,94	39 587 688,69

Compte de résultat conforme au PCG ANC 2018-06 et 2019-04 - ADAPEI 28

Dossier : CSO - CONSO PAPILLONS BLANCS EURE ET LOIR - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Réalisé au Mois 12/2024	Réalisé au Mois 12/2023
Cotisations	6 180,00	5 235,00
Ventes de biens et services:		
Ventes de biens	18 365,03	23 830,61
Ventes de prestations de service	3 035 548,29	2 977 143,51
Ventes diverses et produits accessoires	1 428 665,65	1 343 628,24
Total ventes de biens et services	4 482 578,97	4 344 602,36
Production stockée ou déstockage de production	-17 628,41	31 831,61
Production immobilisée		815,86
Produits de tiers financeurs:		
Concours publics	30 981 968,47	29 361 977,22
Subventions d'exploitations	90 026,92	17 262,56
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	21 057,21	25 528,58
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements et provisions	193 868,29	203 447,06
Transferts de charges		7 927,02
Utilisation des fonds dédiés	226 783,83	321 767,70
Autres produits	224 579,06	197 043,37
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	36 209 414,34	34 517 438,34
Achats de marchandises, matières et autres approvisionnements	1 225 354,30	1 301 275,32
Variation des stocks	23 423,77	-2 873,06
Autres achats de fournitures non stockées	1 446 373,87	1 431 386,49
Charges externes	4 968 454,58	5 120 916,46
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés :		
- sur rémunérations	1 334 210,33	1 314 700,51
- autres	157 600,56	140 055,74
Charges de personnel :		
- salaires et traitements	18 007 384,74	16 809 903,96
- charges sociales	6 767 585,19	6 281 755,74
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 841 763,83	1 740 195,06
Dotations aux provisions	346 641,83	441 087,08
Reports en fonds dédiés	340 380,44	280 515,41
Autres charges	54 717,04	59 360,09
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	36 513 890,48	34 918 278,80
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-304 476,14	-400 840,46

Compte de résultat conforme au PCG ANC 2018-06 et 2019-04 - ADAPEI 28

Dossier : CSO - CONSO PAPILLONS BLANCS EURE ET LOIR - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Réalisé au Mois 12/2024	Réalisé au Mois 12/2023
Produits financiers de participation	431,59	232,98
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	135,27	60,66
Autres intérêts et produits assimilés	272 373,63	280 378,30
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	272 940,49	280 671,94
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	85 782,83	95 746,45
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	85 782,83	95 746,45
RESULTAT FINANCIER (III-IV)	187 157,66	184 925,49
RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)	-117 318,48	-215 914,97
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	52 188,42	56 774,46
Produits exceptionnels sur opérations en capital	35 867,53	59 223,20
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	243 178,35	188 860,16
Quote-part de subvention virée au résultat	138 275,09	132 805,28
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	469 509,39	437 663,10
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	22 334,78	115 277,71
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	45 008,38	465 751,86
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	67 343,16	581 029,57
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	402 166,23	-143 366,47
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	37 849,00	46 719,00
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	36 951 864,22	35 235 773,38
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	36 704 865,47	35 641 773,82
BENEFICE	246 998,75	
PERTE		406 000,44

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0,00	0,00
Prestations en nature	6 075,60	35 216,80
Bénévolat	49 796,80	33 420,44
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	55 872,40	68 637,24

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0,00	0,00
Mise à disposition gratuite de biens	6 075,60	35 216,80
Prestations en nature	0,00	0,00
Personnel bénévole	49 796,80	33 420,44
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	55 872,40	68 637,24



**ASSOCIATION ADAPEI28
LES PAPILLONS BLANCS D'EURE ET LOIR
ASSOCIATION LOI 1901**

**10 RUE DE LA MALADRERIE
28630 LE COUDRAY**

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Association ADAPEI28 - Les PAPILLONS BLANCS D'EURE ET LOIR
10 Rue de la Maladrerie
28630 LE COUDRAY

CS 60376 – 28637 GELLAINVILLE CEDEX

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2024, caractérisés par les données suivantes :

TOTAL DU BILAN	: 40 333 633.94 €
TOTAL DES PRODUITS AU COMPTE DE RESULTAT	: 36 951 864.22 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	: 246 998.75 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2024.

Les notes ou tableaux, dont un récapitulatif figure ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis en date du 31 décembre 2024 par le Conseil d'Administration.

SOMMAIRE

NOTE N°1 : Présentation de l'Association	4
NOTE N°2 : Règles et méthodes comptables	5
NOTE N°3 : Informations complémentaires	9
NOTE N°4 : Etat de l'actif immobilisé	12
NOTE N°5 : Etat des amortissements	13
NOTE N°6 : Etat des provisions	14
NOTE N°7 : Etat des échéances, des créances et des dettes	15
NOTE N°8 : Produits à recevoir	16
NOTE N°9 : Charges à payer	16
NOTE N°10 : Charges et produits constatés d'avance	17
NOTE N°11 : Ventilation du chiffre d'affaires net	17
NOTE N°12 : Engagements financiers	18
NOTE N°13 : Crédits-baux	18
NOTE N°14 : Dettes garanties par des suretés réelles	19
NOTE N°15 : Effectifs moyens	19
NOTE N°16 : Rémunérations des cadres dirigeants	20
NOTE N°17 : Montant des honoraires du commissaire aux comptes	20
NOTE N°18 : Tableau de passage du résultat comptable au résultat administratif	21
NOTE N°19 : Tableau de suivi des fonds associatifs	22
NOTE N°20 : Tableau de variation des fonds dédiés	23
NOTE N°21 : Tableau des financements publics perçus	24
NOTE N°22 : Détail du résultat exceptionnel	24
NOTE N°23 : Impôts sur les sociétés	24

ANNEXE - NOTE N° 01

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Association LES PAPILLONS BLANCS D'EURE ET LOIR est une association à but non lucratif déclarée en Préfecture depuis le 16 mai 1960.

L'association a pour missions :

- d'assurer, en Eure-et-Loir, l'étude et la défense des intérêts moraux et matériels des personnes présentant une déficience intellectuelle, avec ou sans troubles associés, à toutes les étapes de leur vie, qu'elles soient accompagnées ou non par l'une des structures de prise en charge gérées par l'Association, et que leur famille soit adhérente ou non de l'Association.
- d'entretenir, entre les adhérents, l'esprit familial, de solidarité nécessaire et de leur apporter l'appui matériel et moral indispensable.
- de soutenir les familles : l'Association mettra en place tous les moyens possibles propres à soutenir et aider les familles des personnes handicapées mentales, notamment par le développement d'un réseau de proximité et de solidarité, la mise en place d'aide en matière juridique et administrative.
- de créer, promouvoir, gérer au profit des personnes handicapées mentales toutes les réalisations susceptibles d'assurer l'éducation, les soins et la rééducation, la formation professionnelle, la mise au travail, les loisirs et l'intégration sociale la plus complète possible, y compris dans le milieu ordinaire, ainsi que leur placement dans les établissements spécifiques pour les plus gravement atteints, ayant besoin du recours constant à l'aide d'une tierce personne.

L'Association est à la fois :

- une Association familiale, à l'écoute des parents, adhérents ou non,
- une Association gestionnaire d'établissements et services

L'ensemble des établissements et services sont gérés par LES PAPILLONS BLANCS D'EURE ET LOIR et bénéficient d'un arrêté d'autorisation délivré par M le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS, Agence Régionale de Santé) et/ou par M le Président du Conseil Départemental d'Eure et Loir en tant qu'autorité de contrôle et tarification, conformément aux articles L.312-1 et L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles (CASF, Centre d'Action Sociale et Familiale).

Aujourd'hui, l'ADAPEI 28 (Association Départementales des Parents de Personnes Handicapées Mentales et de leurs Amis), les Papillons Blancs d'Eure et Loir :

- gère 27 établissements et services répartis sur le département de l'Eure et Loir
- accueille environ 840 enfants et adultes handicapés
- compte environ 430 salariés
- à recours au bénévolat

ANNEXE - NOTE N° 02

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément :

- aux dispositions du code de commerce ;
- aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général
- aux dispositions du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC 2020-08
- aux dispositions du règlement ANC n°2019-04.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes
- séparation des exercices
- coût historique

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

La méthode d'« Amortissements par composants » a été mise en œuvre à compter du 01.01.2007 selon les textes « Règlement 2002.10 et 2004.06 du CRC » applicables aux ESMS

L'application de ces nouveaux textes a été faite à compter du 01.01.2007, par la méthode prospective : calcul fait sur la base de la valeur nette comptable au 31.12.2006, et recalcul des amortissements à pratiquer dans le futur, en fonction de la durée de vie prévue de chacun des composants des immobilisations.

La décomposition des immobilisations existantes au 31 12 2006 a été réalisée en utilisant l'éclatement suivant de la valeur nette comptable au 31 12 2006 :

	Quote-Part
Gros œuvre	60 %
Façades, étanchéité, couvertures et menuiseries extérieures	20 %
Installations Générales Techniques Dont Chauffage, climatisation, ascenseur, monte charges, électricité, câblages, transmission et communication, plomberie, et autres équipements	10 %
Agencements dont agencements intérieurs et décorations (cloisons carrelages)	10 %

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire (L) en fonction de la durée de vie prévue, selon les règles ci-dessous :

Constructions, incluant les toitures	de 30 à 40 ans selon le type de construction
Second œuvre de bâtiments	20 ans
Installations techniques	20 ans
Agencements	10 ans

Ces durées ci-dessus prennent en compte les conséquences de la comptabilisation des immobilisations par composants.

Les immobilisations ci-dessous sont amorties selon les règles suivantes sans changement par rapport aux exercices précédents

Matériel et outillage industriels	de 1 à 15 ans
Matériel de transport	de 4 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau	de 1 à 10 ans

Aucune décomposition n'est appliquée à ces types d'immobilisations.

Comptabilisation des amortissements dérogatoires selon l'avis n°2007-05 du 4 mai 2007

Afin de mettre en évidence l'écart entre l'amortissement comptable et l'amortissement administratif résultant de la prise en compte de la durée des financements correspondants, cet écart est comptabilisé en résultat exceptionnel, charge ou produit.

Impact de la mise en œuvre de l'amortissement par composants et de la comptabilisation des amortissements dérogatoires à compter de l'exercice 2009 :

A compter de l'exercice 2009, les modifications des durées d'amortissements comptables en application des règles et principes définis ci-dessus ont généré une majoration de la dotation aux amortissements d'exploitation.

La comptabilisation des amortissements dérogatoires se fait chaque année au rythme de la durée d'amortissement prévisionnelle de l'immobilisation.

Subventions d'investissements

Les subventions aux investissements perçues sont rapportées au résultat au rythme des amortissements des immobilisations auxquelles elles se rapportent.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Lors du passage dans les ESAT (Brouaze et LVDM Social), du système du prix de journée à celui de dotation globale de financement en 1986, les prix de journée de 1985 facturés et non payés au 31 décembre 1985 sont comptabilisés en Actif immobilisé et provisionnés pour 455 999 €. La Direction Générale de l'Action Sociale, dans la lettre du 9 août 2022, a précisé que cette « créance glissante » n'est pas irrécouvrable et qu'en cas de fermeture d'établissement, cette créance devrait être réglée. En attente d'information complémentaire, il a été décidé de laisser le mode de comptabilisation des années précédentes.

Stocks

Les stocks sont évalués ainsi :

ETABLISSEMENT	STOCK AU 31.12.2024	STOCK AU 31.12.2023
ESAT Le Village des Métiers	48 040	58 868
Entreprise Adaptée du Vallier	313	1 318
ESAT de la Brouaze	3 050	9 048
ESAT Mme de Fontanges	288 590	310 776
Siège social	1 852	2 887
TOTAL	341 844	382 896

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Au 31/12/2024, il n'y a aucune dépréciation de stock.

Créances & dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état par l'association ou la fondation.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'association, les biens reçus à titre gratuit sont enregistrés à leur valeur vénale. Les contributions en travail sont valorisées en fonction du temps passé et selon le barème suivant :

Président	3 SMIC
Membre du bureau	2 SMIC
Autre administrateur	1 SMIC
Bénévole non administrateur	1 SMIC

Engagement de fin de carrière

L'Adapei 28 comptabilise à son passif une provision pour charge au titre de son engagement de fin de carrière (indemnités de départ du personnel à la retraite). L'engagement a été évalué selon les paramètres suivants :

- Paramètres économiques :
 - Augmentation annuelle des salaires : 1%
 - Taux d'actualisation et de revalorisation du fonds : 3,20% (3,75% en 2022)
- Paramètres sociaux :
 - Âge de départ à la retraite moyen: 64 ans
 - Turn over faible
 - Taux de charges sociales patronales : 57% pour les cadres et 44% pour les non-cadres
 - Départs à l'initiative des salariés
- Paramètres techniques :
 - Méthode de calcul : Méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O)
 - Calcul de l'indemnité suivant la loi sur la mensualisation
 - Table de mortalité réglementaire : INSEE 2021

Le montant de l'engagement au titre de 2024 s'élève à 2 140 328 €.

Cotisations

Le montant de la cotisation permettant d'adhérer à l'ADAPEI 28 est d'un montant de 30 € pour l'exercice.

Le fait générateur est le paiement de la cotisation.

ANNEXE - NOTE N° 03
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE N° 03 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1) Ouverture d'un Accueil de jour pour jeunes adultes polyhandicapés :

L'année 2023 a été marquée par l'ouverture d'un nouveau service : l'accueil de jour pour adultes polyhandicapés d'une capacité de deux places. Ce nouveau service se situe dans les locaux du Foyer Anne-Marie SAUVE et rattaché budgétairement au FAM Les Martineaux compte tenu de son double financement ARS/Conseil Départemental.

La création de ces deux places est financée :

- pour la partie sous compétence de l'ARS par transfert d'une place d'internat de l'EEAP Le Home des Prés de Bonneval pour un montant de 80 000 € en année pleine
- pour la partie sous compétence du Conseil Département, par octroi de 50 000 € en année pleine de crédits supplémentaires.

2) Transfert et augmentation de capacité de l'accueil de jour pour enfants polyhandicapés :

L'année 2024 est marquée par le transfert de l'accueil de jour pour enfants polyhandicapés de l'EEAP Madame de Montchalin, de Poisvilliers vers le site de Luisant, avec augmentation de capacité de 3 places, financées par redéploiement d'une place d'internat de l'EEAP Le Home des Prés. Ce transfert est effectif à compter du 1^{er} septembre 2024.

3) Création d'une unité d'enseignement polyhandicap :

L'année 2024 est marquée par la création d'une Unité d'Enseignement Polyhandicap dans le but d'instaurer un temps scolaire à destination de ces jeunes. Cette unité est rattachée à l'EEAP Mme de Montchalin et financée par l'ARS à hauteur de 71 675.50 € en année pleine soit 35 837.50 € au titre de 2024 pour une ouverture au 1^{er} septembre 2024.

4) Création des Pôles d'Appui à la Scolarisation (PAS) :

2024 est également l'année de l'instauration des Pôles d'Appui à la Scolarisation, nouvelle expérimentation au niveau du territoire national auprès de 4 départements pilotes dont l'Eure et Loir. Ce nouveau dispositif vise à améliorer le soutien aux élèves à besoin pédagogique particulier en proposant des réponses plus rapides et adaptées à leurs besoins. Les PAS ont pour missions : l'accueil, l'accompagnement des élèves et de leurs familles, la coordination des réponses de premier niveau, la gestion de l'intervention des personnels médico-sociaux, et, au besoin, l'aide aux familles dans leurs démarches de reconnaissance du handicap.

Cette préfiguration, dans le contexte départemental eurélien, a pour effet l'absorption de l'EMAS (après trois années de fonctionnement de ce service) dans ce nouveau maillage territorial.

Ces changements sont effectifs depuis le 1^{er} septembre 2024.

Les PAS de Luisant bénéficient d'un financement de 396 962 € en année pleine de la part de l'ARS et les PAS de Dreux d'un financement de 307 596 € en année pleine également soit un total au titre de 2024 de 234 852 €.

5) Création de l'UEMA d'Abondant :

Enfin, l'UEMA d'Abondant ouvrira ses portes en début d'année 2025 aux enfants de 3 à 6 ans présentant des troubles du spectre de l'autisme sévères et n'ayant pas développé de communication verbale. Elle disposera d'un agrément de 7 places.

Afin de créer un environnement accueillant aux jeunes, de développer des partenariats dans le secteur, et de bénéficier de formation adaptées, les professionnels ont été recrutés à compter du 1^{er} novembre 2024.

Pour cet établissement, l'ARS nous a octroyé une dotation globale de 308 000 € en année pleine et de 46 667 € au titre de l'année 2024.

6) Octroi de crédits non pérennes par l'ARS :

L'Agence Régionale de santé a octroyé des crédits non reconductibles à hauteur de 652 570 € aux établissements de l'ADAPEI 28, répartis de la manière suivante :

- Octroi de 16 768 € pour l'accueil de jour pour jeunes adultes polyhandicapés sur le FAM Les Martineaux au titre des dépenses de transport
- Octroi de 362 028 € pour les établissements du secteur de l'enfance au titre des dépenses de transport
- Octroi de 172 089 € pour les établissements du secteur de l'enfance au titre des renforts de personnels bénéficiant aux enfants en situation critique ou complexe
- Octroi de 19 370 € pour les établissements du secteur de l'habitat au titre des renforts de personnels bénéficiant aux adultes en situation critique
- Octroi de 14 771 € pour les établissements du secteur de l'habitat au titre des dépenses de formation
- Octroi de 5 500 € pour les établissements du secteur de l'habitat au titre des dépenses de remplacement des postes d'infirmière afin d'assurer une continuité de service
- Octroi de 62 044 € pour les établissements du secteur du travail au titre de la transformation des ESAT

7) Changement de modalité de calcul de la provision de congés à payer :

A compter de l'exercice 2024, l'ADAPEI 28 est en capacité matérielle de calculer une provision pour congés à payer tenant compte des soldes réels de chaque salarié. Ce changement de modalité de calcul ne constituant pas un changement de méthode comptable au regard de la réglementation, il est comptabilisé en compte de résultat sur l'exercice 2024. Son impact sur les comptes annuels est une charge supplémentaire de 592 940 €.

8) Evaluation externe des Etablissements du Pôle Habitat du Secteur Dunois:

Les établissements du Pôle Habitat du Secteur Chartrain ont réalisé leurs évaluations externes au cours du printemps 2024.

L'évaluation médico-sociale, obligation légale, est un outil pour l'entrée dans la démarche qualité des établissements et services médico-sociaux (ESMS). Au-delà des obligations légales, la procédure d'évaluation constitue une formidable opportunité d'accompagner les structures dans la promotion de la culture d'amélioration continue de la qualité en faveur des usagers.

Les résultats de ces évaluations ont été très satisfaisants et encourageants pour les professionnels de ce secteur.

9) Evènements postérieurs à la clôture :

L'URSSAF a transmis à l'ADAPEI 28 ses conclusions relatives à son contrôle de l'application des législations relatives aux cotisations, contributions et taxes obligatoires au titre de l'année 2021 qu'elle a réalisé au cours de l'exercice 2024. La décision fait actuellement l'objet d'un recours auprès de la Commission de recours amiable.

ANNEXE - NOTE N° 04 ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE
(décret n° 83.1020 : article 24)

IMMOBILISATIONS		Exercice clos le 31.12.2024	
CADRE A - IMMOBILISATIONS			
Libellé	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations par vir.poste, réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissement	0		37 401
Frais de recherche et de développement	0		
Autres immobilisations incorporelles	280 387	3 420	20 848
TOTAL I - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	280 387	3 420	58 249
Terrains	2 299 289		
Agencements et aménagements des terrains	169 354		
Constructions sur sol propre	26 987 779	5 093	425 360
Constructions sur sol d'autrui	460 448		
Installations, matériel et outillage techniques	7 675 063		324 145
Autres immobilisations corporelles	2 841 944	2 866	893 326
Immobilisations corporelles en cours	29 392		339 176
Avances et acomptes	0		
TOTAL II - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	40 463 269	7 959	1 982 007
Participations évaluées par mise équivalence	0		
Autres participations	0		
Autres titres immobilisés	41 482		654
Prêts et autres immobilisations financières	471 029		
TOTAL III - IMMOBILISATIONS FINANCIERES	512 512	0	654
TOTAL GENERAL	41 256 168	11 379	2 040 909

CADRE B - IMMOBILISATIONS			
Libellé	Diminutions par vir. poste	Valeur brute cessions et mises au rebus	Valeur brute immobilisée en fin d'exercice
Frais d'établissement			37 401
Frais de recherche et de développement			0
Autres immobilisations incorporelles		7 532	297 123
TOTAL I - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00	7 532	334 524
Terrains			2 299 289
Agencements et aménagements des terrains			169 354
Constructions sur sol propre		88 273	27 329 959
Constructions sur sol d'autrui			460 448
Installations, matériel et outillage techniques		99 704	7 899 505
Autres immobilisations corporelles		389 405	3 348 730
Immobilisations corporelles en cours	11 379		357 189
Avances et acomptes			0
TOTAL II - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 379	577 382	41 864 474
Participations évaluées par mise équivalence			0
Autres participations			0
Autres titres immobilisés			42 136
Prêts et autres immobilisations financières		4 799	466 230
TOTAL III - IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	4 799	508 366
TOTAL GENERAL	11 379	589 713	42 707 364

ANNEXE - NOTE N° 05 ETAT DES AMORTISSEMENTS
(décret n° 83.1020 : article 24)

AMORTISSEMENTS				Exercice clos le 31.12.2024
CADRE A - SITUATION ET MOUVEMENTS DE L EXERCICE				
Libellé	Amortissements cumulés au 31 décembre N-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements cumulés au 31 décembre N
2801 Frais d'établissement	0	3 147		3 147
2803 Frais de recherche et de développement	0			0
2805 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	197 148	4 671	7 532	194 287
2808 Autres immobilisations incorporelles	83 240			83 240
TOTAL I - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	280 387	7 819	7 532	280 673
2811 Terrains	0			0
2812 Agencements et aménagements des terrains	156 120	1 623		157 743
2813 Constructions sur sol propre	12 016 506	1 143 943	88 273	13 072 176
2814 Constructions sur sol d'autrui	337 231	19 388		356 618
2815 Installations, matériel et outillage techniques	3 626 751	295 751	99 704	3 822 798
2818 Autres immobilisations corporelles	4 492 163	382 163	374 389	4 499 937
<i>Dont Matériel de transport (28182)</i>	1 652 906	207 181	224 204	1 635 883
<i>Dont Matériel de bureau et informatique (28183)</i>	546 588	66 858	77 995	535 452
TOTAL II - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 628 771	1 842 868	562 366	21 909 273
TOTAL GENERAL	20 909 158	1 850 687	569 898	22 189 946

AMORTISSEMENTS				Exercice clos le 31.12.2024	
CADRE B - VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS				CADRE C - MVT. PROVISIONS	
Modalités d'amortissement	Linéaire	Dégressif	Exceptionnel	Dotations	Reprises
2801 Frais d'établissement	3 147				
2803 Frais de recherche et de développement	0				
2805 Concessions et droits similaires, brevets, licences,	4 671				
2808 Autres immobilisations incorporelles	0				
TOTAL I - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 819	0	0	0	0
2811 Terrains	0				
2812 Agencements et aménagements des terrains	1 623				
2813 Constructions sur sol propre	1 136 923		7 021		127 075
2814 Constructions sur sol d'autrui	19 388				
2815 Installations, matériel et outillage techniques	293 849		1 902		3 632
2818 Autres immobilisations corporelles	382 163			13 866	12 043
<i>Dont Matériel de transport (28182)</i>	207 181				
<i>Dont Matériel de bureau et informatique (28183)</i>	66 858				6 334
TOTAL II - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 833 945	0	8 923	13 866	142 751
TOTAL GENERAL	1 841 764	0	8 923	13 866	142 751

CADRE D - MOUVEMENTS DE L EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES A REPARTIR PLUS. EXERCICES		Montant net début d'exercice	Augmentations	Dotations aux amortissts	Montant net fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes Remboursements des obligations					

ANNEXE - NOTE N° 06 ETAT DES PROVISIONS
(décret n° 83.120 : article 24)

TABLEAU DES PROVISIONS, DEPRECIATIONS, FONDS DEDES							Exercice clos le 31.12.2024	
Compte	Libellé	Montant au 31 décembre N-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dont utilisées	Dont non utilisées	Montant au 31 décembre N	
PROVISIONS REGLEMENTEES								
- 141	Réserve de trésorerie	479 318					479 318	
- 142	Pour renouvellement des immobilisations	-					-	
- 145	Amortissements dérogatoires	1 587 882	13 866	142 751			1 458 997	
- 14861	Réserve des plus values nettes d'actif immobilisé	142 725	17 305	1 192			158 838	
- 14862	Réserve des plus values nettes d'actif circulant	-					-	
TOTAL DES PROVISIONS REGLEMENTEES		2 209 925	31 171	143 943	-	-	2 097 153	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES								
- 151	Provisions pour risques	248 940	20 594	97 417	41 214	56 203	172 117	
- 157	Provisions pour charges à répartir	-					-	
- 158	Autres provisions pour charges	2 016 420	326 289	187 896	61 435	126 461	2 154 814	
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		2 265 360	346 883	285 312	102 648	182 664	2 326 931	
PROVISIONS POUR FONDS DEDES								
- 192	FD / contributions financières autorité de tarification	544 895	330 394	55 305			819 985	
- 194	FD / subventions de fonctionnement	-		166 854		-	166 854	
- 195	FD / autres contributions financières	5 843	9 986	1 631			14 198	
- 196	FD / générosité du public	4 000		2 993			1 007	
TOTAL DES FONDS DEDES		554 738	340 380	226 784			668 335	
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS								
- 29	Dépréciation des immobilisations	455 999					455 999	
- 39	Dépréciation des stocks et encours	5 933		5 933			-	
- 49	Dépréciation des comptes de tiers	5 648	4 672	1 858			8 462	
- 59	Dépréciation des comptes financiers	-					-	
TOTAL DES PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS		467 581	4 672	7 792			464 461	
TOTAL GENERAL		5 497 604	723 107	663 830			5 556 881	
dont dotations et reprises			346 642	193 868				
/ d'exploitations								
/ financières								
/ exceptionnelles			376 466	469 962				

ANNEXE - NOTE N° 07 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES
(décret n° 83.1020 : article 24)

CREANCES ET DETTES		Exercice clos le 31.12.2024		
CADRE A - ETAT DES CREANCES				
Libellé	Valeur brute	à - 1 an	à + 1 an	
Créances rattachées à des participations				
Prêts	466 230		466 230	
Autres immobilisations financières	10 120		10 120	
Clients douteux ou litigieux	1 455 986	1 455 986		
Autres créances clients				
Créances représentatives des titres prêtés (Provision :)				
Personnel et comptes rattachés	837	837		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0		
Etat : impots sur les bénéfices				
Etat : taxes sur la valeur ajoutée	56 789	56 789		
Etat : autres impôts et taxes	8 598	8 598		
Etat : divers	0	0		
Groupe et associés				
Débiteurs divers (dont pensions titres)	1 207 735	1 207 735		
Charges constatées d'avance	135 836	135 836		
TOTAL	3 342 131	2 865 780	476 350	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				
CADRE B - ETAT DES DETTES				
Libellé	Montant brut	- 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	3 433	3 433		
Emprunts et dettes - 2 ans à l'origine	6 589 493	417 570	1 728 821	4 443 101
Emprunts et dettes + 2 ans à l'origine	4 967	3 815		1 152
Emprunts et dettes financières divers	1 302 612	1 302 612		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 287 751	1 287 751		
Personnel et comptes rattachés	1 633 972	1 633 972		
Sécurité sociale et autres organismes				
Etat : impots sur les bénéfices				
Etat : taxes sur la valeur ajoutée	42 752	42 752		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts et taxes	159 585	159 585		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 087	9 087		
Groupe et Associés				
Autres dettes (dont pensions titres)	239 463	239 463		
Dettes représentatives titres empruntés				
Produits constatés d'avance	30 273	30 273		
TOTAL	11 303 388	5 130 313	1 728 821	4 444 253
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	482 960			
Emprunts et dettes aux associés				

ANNEXE - NOTE N° 08 PRODUITS A RECEVOIR
(décret n° 83.1020 : article 23)

PRODUITS A RECEVOIR		Exercice clos le 31.12.2024
Compte	Libellé	Montant
2678	Intérêts courus sur créances rattachées à des participations	-
2688	Intérêts courus sur créances rattachées à des sociétés en participation	-
2768	Intérêts courus sur autres immobilisations financières	-
	COMPTES DE TIERS :	
4098	R.R.R à obtenir avoirs non reçus	56 230
4181	Clients - factures à établir	2 646
4188	Clients - intérêts courus	-
4287	Personnel - produits à recevoir	-
4387	Organismes sociaux - produits à recevoir	-
4487	Etat - produits à recevoir	-
4558	Intérêts courus sur comptes d'associés	-
4588	Intérêts courus sur opérations faites en commun avec un G.I.E. associé	-
4687	Produits à recevoir sur débiteurs et créditeurs divers	1 081 757
	COMPTES FINANCIERS	
5088	Intérêts courus sur obligations, bons et valeurs assimilés	-
5187	Intérêts courus à recevoir	330 164
TOTAL GENERAL		1 470 797

ANNEXE - NOTE N° 09 CHARGES A PAYER
(décret n° 83.1020 : article 23)

CHARGES A PAYER		Exercice clos le 31.12.2024
Compte	Libellé	Montant
	EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	
1688	Intérêts courus sur emprunts et dettes assimilées	3 815
1788	Intérêts courus sur dettes rattachées à des participations	-
	COMPTE DE TIERS	
4081	Fournisseurs - factures non parvenues	235 973
4084	Fournisseurs d'immobilisations, factures non parvenues	9 087
4088	Fournisseurs - intérêts courus	-
4198	R.R.R. à accorder, avoirs à établir	4 960
4282	Dettes provisionnées pour congés à payer	1 102 479
4284	Dettes provisionnées pour participation des salariés	-
4286	Personnel - autres charges à payer	158 203
4382	Charges sociales sur provision congés payés	500 004
4386	Charges à payer aux organismes sociaux	68 882
4486	Charges à payer à l'état	77 691
4558	Intérêts courus sur comptes d'associés	-
4588	Intérêts courus sur opérations faites en commun avec un G.I.E. associé	-
4686	Charges à payer sur débiteurs et créditeurs divers	186 154
	COMPTES FINANCIERS	
5186	Intérêts courus à payer (banques, établissements financiers et assimilés)	3 433
5198	Intérêts courus sur concours bancaires courants	-
TOTAL GENERAL		2 350 680

ANNEXE - NOTE N° 10 CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE
(décret n° 83.1020 : article 23)

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le 31.12.2024
Compte	Montant d'exploitation	Montant hors exploitation
486 - CHARGES :	135 836	
487 - PRODUITS :	30 273	

ANNEXE - NOTE N° 11 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET
(décret n° 83.1020 : article 24)

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES		Exercice clos le 31.12.2024
I - REPARTITION PAR SECTEURS D'ACTIVITE		Montants N
REPAS – ACTIVITÉ RESTAURATION		1 099 620
PÉPINIERES ET ESPACES VERTS		1 847 911
CEREALES		41 686
ALUMINIUM		28 435
CONDITIONNEMENT		438 836
MONTAGE		14 671
PRESTATIONS		948 214
VENTE DE DECHETS		522
VENTE DE MARCHANDISES		0
REMBOURSEMENTS DIVERS		5 766
AVANTAGES EN NATURE		25 370
PRODUITS ACCESSOIRES (APL, Loyers, Autres)		21 054
RECETTE DU FILM ET BAOPAO		10 492
TOTAL		4 482 579
II - REPARTITION PAR MARCHES GEOGRAPHIQUES		Montants N
France		4 482 579
Etranger		
TOTAL		4 482 579

ANNEXE - NOTE N° 12 ENGAGEMENTS FINANCIERS
(décret n° 83.1020 : article 24)

ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS		Exercice clos le 31.12.2024
ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS	
Effets escomptés non échus		
Avals et cautions :		
Engagements en matière de pensions		
Compte Epargne Temps Année 2000 à 2024 :	836 388	
TOTAL	836 388	
Autres engagements donnés :		
- Baux longue durée pour le Foyer de Vie des Martineaux à Châteaudun et le Foyer Mme de Fontanges à la Ferté Vidame, adossés aux Baux emphytéotiques avec l'Office public départemental HLM d'Eure et Loir.		
- Bail longue durée avec l'Office public Chartres Habitat pour la Résidence St Exupéry à Lèves.		
- Bail longue durée avec l'Habitat Eurélien pour « Le Logis », à Champhol, foyer de la Résidence St Exupéry.		
- Bail longue durée avec le Logement Dunois pour la Résidence Anne-Marie SAUVE, à Châteaudun, adossé avec le bail emphytéotique.		
- Bail longue durée avec le Logement Dunois pour la Résidence Anne-Marie SAUVE, à Châteaudun, adossé avec le bail emphytéotique.		
- Promesse d'affectation hypothécaire à première demande avec interdiction d'aliéner et d'hypothéquer l'immeuble sis à Chartres - Rue Réaumur, engagement donné en garantie de l'emprunt de 5 544 006 € souscrit en 2020 pour le financement de la construction de l'ESAT Le Village des Métiers.		
ENGAGEMENTS RECUS	MONTANTS	
Cautions		0
Compte Epargne Temps Année 2000 à 2023 :	660 394	
TOTAL	660 394	
Autres engagements reçus :		
- Baux emphytéotiques avec l'Office public départemental HLM d'Eure et Loir pour le Foyer de Vie des Martineaux à Châteaudun et le Foyer Mme de Fontanges à la Ferté		
- Bail emphytéotique avec l'Habitat Eurélien pour « Le Logis » à Champhol, foyer de la Résidence Saint-Exupéry.		
- Bail emphytéotique avec le Logement du Dunois pour la Résidence Anne-Marie SAUVE, à Châteaudun, le foyer d'hébergement, le Centre d'Accueil de Jour, et le SAVS		

ANNEXE - NOTE N° 13 CREDITS-BAIS
(décret n° 83.1020 : article 24)

CREDITS-BAUX		Exercice clos le 31.12.2024
NATURE DE L'ENGAGEMENT	MONTANTS	
Loyers restants à payer au 31 décembre, montant TTC		
TOTAL		0

ANNEXE - NOTE N° 14 DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES
(décret n° 83.1020 : article 24)

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES		Exercice clos le 31.12.2024
Détail		MONTANTS GARANTIS
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :		
- Emprunt au CRCA Val de France, mai 2013, pour la construction d'un bâtiment de l'IME Mme de Montchalin – Les Buissonniers : affectation hypothécaire sur l'ensemble immobilier sis à 28300 POISVILLIERS, au 1 rue des Lilas.		690 000
- Emprunt au CRCA Val de France, mai 2013, pour la construction d'un bâtiment du JES Les Trois Vallées : affectation hypothécaire sur l'ensemble immobilier sis à 28100 DREUX, au 5 rue Pierre Miguet.		800 000
- Emprunt au CRCA Val de France d'un montant de 455 994 €, juillet 2020, pour la construction d'un bâtiment de l'ESAT Le Village des Métiers : affectation hypothécaire du terrain sis à 28000 CHARTRES, rue Réaumur.		455 994
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL		1 945 994

ANNEXE - NOTE N° 15 EFFECTIF MOYEN en ETP (Equivalent Temps Plein)
(décret n° 83.1020 : article 24)

EFFECTIFS				Exercice clos le 31.12.2024
Année	2024		2023	
CATEGORIE	PERSONNEL SALARIE EN ETP	PERSONNEL MIS A DISPOSITION	PERSONNEL SALARIE EN ETP	PERSONNEL MIS A DISPOSITION
Cadres	47,05		47,39	
Agent de maitrise	0,00		0,00	
Employés	346,00	1,55	339,19	4,84
Ouvriers	38,86		38,24	
TOTAL	431,91	1,55	424,82	4,84

ANNEXE - NOTE N° 16 REMUNERATIONS DES CADRES DIRIGEANTS
(décret n° 83.1020 : article 24)

La valeur des trois plus hautes rémunérations des cadres dirigeants est la suivante :

MEILLEURES REMUNERATIONS		
Année	2024	2023
Total des rémunérations brutes annuelles hors avantages en nature (A)	222 749	219 143
Total avantage en natures brutes (B)	5 796	5 412
TOTAL (A+B)	228 545	224 555

**ANNEXE - NOTE N° 17 MONTANT DES HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES IMPUTÉS AU COMPTE DE RÉSULTAT DE L EXERCICE**

Pour l'exercice 2024, il a été comptabilisé au compte de résultat des différents établissements de l'Association, une valeur totale de 43 829 € au titre des honoraires du Commissaire aux comptes.

**ANNEXE - NOTE N° 18 TABLEAU DE PASSAGE DU RESULTAT COMPTABLE AU
RESULTAT ADMINISTRATIF**

Etablissements	Résultat Comptable (A)	Retraitement report à nouveau N-2 (B)	Retraitement variation de provision congrés payés (C)	Retraitement variation de provision IFC (D)	Résultat Administratif net N (A+B+C+D)
ETABLISSEMENTS EN GESTION CONTROLEE					
JES Le Petit Poucet	-3 962	0	5 963	0	2 001
JES Les 3 Vallées	-14 026	0	2 734	0	-11 292
EEAP Mme de Monchalin	52 273	0	22 468	0	74 741
EEAP Le Home des Prés	230 283	0	25 425	0	255 708
DAME André Brault	87 787	0	35 027	0	122 813
DAME Les 3 Vallées	195 552	0	25 681	0	221 233
UEMA Les lutins bleus	-15 592	0	10 870	0	-4 722
UEMA Petits Soleils	-29 178	0	4 375	0	-24 803
ESAT Le Village des Métiers S. Sociale	75 325	0	63 985	9 790	149 100
ESAT La Brouaze S. Sociale	53 741	0	25 783	-13 371	66 153
SAVS Mme de Fontanges	3 701	0	3 687	-483	6 906
ESAT Mme de Fontanges S. Sociale	15 688	0	12 504	-18 608	9 584
Foyer Mme de Fontanges	-58 267	0	30 329	10 009	-17 929
Foyer de vie Retraite St Exupéry	31 347	-40 800	21 898	2 888	15 333
Foyer Permanent St Exupéry	-61 734	-67 431	12 873	9 667	-106 626
Foyer Appartements St Exupéry	723	-16 550	10 284	3 491	-2 052
SAVS St Exupéry	-4 959	0	4 221	1 641	903
Foyer de vie retraite Médicalisé - Hébergement	33 459	-10 852	13 685	1 805	38 097
Foyer de vie retraite Médicalisé - Soins	-18 663	-2 572	9 372	3 514	-8 349
Le Logis	164 361	-123 836	40 656	11 821	93 001
SAVS Du Dunois	-1 577	0	3 680	1 681	3 784
FAM Les Martineaux - Hébergement	-59 966	-35 386	14 597	4 519	-76 237
FAM Les Martineaux - Soins	22 379	0	14 662	2 980	40 021
Foyer de Vie Les Martineaux	-75 228	-24 588	18 975	5 874	-74 967
Foyer hébergement Anne-Marie Sauve	-25 851	-79 131	24 621	7 739	-72 623
Siège ADAPEI 28	32 850	0	36 307	9 110	78 267
TOTAL GESTION CONTROLEE	630 466	- 401 146	494 659	54 067	778 045
ETABLISSEMENTS EN GESTION PROPRE					
ESAT Le Village des Métiers S. Commerciale	-341 125				
Entreprise Adaptée du Vallier	-248 809				
ESAT La Brouaze S. Commerciale	53 437				
ESAT Agricole (commercial)	19 079				
Association	133 951				
TOTAL GESTION PROPRE	- 383 467				

ANNEXE - NOTE N° 19 TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS			Exercice clos le 31.12.2024			
Compte	Libellé	Montant au 31 décembre N-1	Résultat de l'exercice N-1	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant au 31 décembre N
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE						
- 102100	Patrimoine intégré	1 223 110				1 223 110
TOTAL FONDS ASSOCIATIF SANS DROIT DE REPRISE		1 223 110		-	-	1 223 110
RESERVES GESTION CONTROLEE						
- 1068522	Excédents affectés à l'investissement	1 694 939		45 000		1 739 939
- 1068562	Compensation des déficits d'exploitation	3 231 918	- 3 065	71 502	20 474	3 279 881
- 1068572	Compensation des charges d'amortissements	1 512 947		100 239		1 613 186
- 1068552	Réserves de trésorerie	33 483				33 483
TOTAL RESERVES GESTION CONTROLEE		6 473 287	- 3 065	216 741	20 474	6 666 489
RESERVES GESTION NON CONTROLEE						
- 106300	Réserves statutaires	3 606 180				3 606 179,50
- 106800	Autres réserves	3 104 841				3 104 840,77
- 106820	Excédents affectés à l'investissement	4 595				4 594,70
TOTAL RESERVES GESTION NON CONTROLEE		6 715 615		-	-	6 715 614,97
REPORTS A NOUVEAU						
- 110/119	Report à nouveau gestion non contrôlée	10 074 583	17 161			10 091 744
- 115912	Dépenses refusées par l'autorité de tarification	36 821				36 821
- 11503	Excédents affecté au financement de mesure d'exploit	60 653				60 653
- 115080	Résultats en instance d'affectation	5 144	- 419 043	347 590	334 128	- 400 437
- 115/116	Report à nouveau gestion contrôlée	- 2 575 321	- 1 053	443 875	653 604	- 2 786 103
TOTAL REPORT A NOUVEAU		7 601 881	- 402 936	791 465	987 732	7 002 678
RESULTATS						
-120000	Résultat de l'exercice	- 406 000	406 000	246 999		246 999
TOTAL RESULTATS		- 406 000	406 000	246 999	-	246 999
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT						
- 131	Subvention d'investissements	3 349 500		176 404	7 878	3 518 026
- 139	Amortissement des subventions d'investissements	- 1 304 692		- 138 275	- 7 878	- 1 435 089
TOTAL DES PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS		2 044 807	-	38 129	-	2 082 936
PROVISIONS REGLEMENTEES						
- 141	Réserve de trésorerie	479 318				479 318
- 142	Pour renouvellement des immobilisations	-				-
- 145	Amortissements dérogatoires	1 587 882		13 866	142 751	1 458 997
- 14861	Réserve des plus values nettes d'actif immobilisé	142 725		17 305	1 192	158 838
- 14862	Réserve des plus values nettes d'actif circulant	-				-
TOTAL DES PROVISIONS REGLEMENTEES		2 209 925	-	31 171	143 943	2 097 153
TOTAL GENERAL		25 862 624	0	1 324 505	1 152 149	26 034 980

ANNEXE - NOTE N° 20 TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEBIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEBIES						Exercice clos le 31.12.2024	
Compte	Libellé	Montant au 31 décembre N-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dont remboursement	Montant au 31 décembre N	Dont projets sans dépenses depuis plus de deux ans
FONDS DEBIES SUR CONTRIBUTIONS FINANCIERES DE L'AUTORITE DE TARIFICATION							
192100	Fonds dédiés sur investissements	92 939	31 152	55 305	-	68 786	-
	- dont fonds dédiés sur logiciels		25 124			25 124	
	- dont fonds dédiés sur construction	72 063		39 307		32 756	
	- dont fonds dédiés sur matériel et outillage	20 876		15 998		4 878	
	- dont fonds dédiés sur agencements		6 028			6 028	
192200	Fonds dédiés d'exploitation	451 957	299 242	166 854	-	584 345	95 617
	- dont fonds dédiés à la formation	93 264	14 771	38 860		69 174	30 817
	- dont fonds dédiés à l'achat de masques chirurgicaux	14 105		1 063		13 042	81
	- dont fonds dédiés à la fourniture de dispositifs médicaux	1 504		626		878	878
	- dont fonds dédiés au soutien à l'exploitation de l'ESAT LVDM	12 566				12 566	12 566
	- dont fonds dédiés au remplacement des infirmières	11 592	5 500	5 665		11 427	
	- dont fonds dédiés aux dépenses de transport	26 680	50 592	6 680		70 592	20 000
	- dont fonds dédiés aux situations critiques et complexes	255 448	191 459	112 298		334 609	
	- dont fonds dédiés à l'évaluation interne et externe	27 271				27 271	27 271
	- dont fonds dédiés aux activités de bien-être	5 248		1 388		3 861	
	- dont fonds dédiés à l'intervention d'une psychologue du travail	4 004				4 004	4 004
	- dont fonds dédiés à la transformation de stage	274		274		-	
	- dont fonds dédiés à la transformation des ESAT		36 920			36 920	
TOTAL		544 895	330 394	222 160	-	653 130	95 617
FONDS DEBIES SUR AUTRES CONTRIBUTIONS FINANCIERES							
195300	Fonds dédiés sur investissements	116	-	47	-	69	
	- dont fonds dédiés sur matériel et outillage	116		47		69	
195310	Fonds dédiés d'exploitation	-				-	
195900	Fonds dédiés sur fonds de taxe d'apprentissage	5 727	9 986	2 993		12 720	
TOTAL		5 843	9 986	3 040	-	12 789	-
FONDS DEBIES SUR FONDS DE GENEROSITE DU PUBLIC							
196100	Fonds dédiés sur investissements	4 000	-	1 584	-	2 416	2 000
	- dont fonds dédiés sur matériel et outillage	4 000		1 584		2 416	2 000
196200	Fonds dédiés d'exploitation					-	

ANNEXE - NOTE N° 21 TABLEAU DES FINANCEMENTS PUBLICS PERCUS

TABLEAU DES FINANCEMENTS PUBLICS PERCUS			Exercice clos le 31.12.2024
Compte	Libellé	Montant	Catégorie de l'Autorité Administrative
131 100	Subvention d'investissement	11 300	AGEFIPH
131 100	Subvention d'investissement	170 571	Département
731 000	Dotations globales de financement	17 620 409	Assurance Maladie
733 000	Prix de journées et dotations globales de financement	8 131 475	Département
747 000	Subventions d'exploitation	75 689	Assurance Maladie
747 100	Subventions des mairies	720	Etat
747 300	Subvention PAC	13 618	Union Européenne
748 400	Aides à l'apprentissage	-	Etat
748 800	Autres aides forfaitaires	-	Etat
758 430	Complément des rémunérations des travailleurs handicapés	4 870 806	Etat
758 820	Aides Personnelles au logement	299 108	Caisse d'Allocations familles et MSA
641 000	Indemnisation de l'activité partielle	-	Etat

ANNEXE - NOTE N° 22 DETAIL DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

TABLEAU DE DETAIL DU RESULTAT EXCEPTIONNEL		Exercice clos le 31.12.2024
Compte	Libellé	Montant
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
771 000	Produits exceptionnels sur opération de gestion	52 188
775 000	Produits de cession d'éléments d'actifs	35 868
777 000	Quotes-parts de subventions virées au résultat	138 275
787 250	Reprises d'amortissements dérogatoires	142 751
787 460	Reprises de provisions pour différence sur réalisation d'actifs	1 192
787 480	Reprises de provisions pour charge exceptionnelle	99 236
797 000	Transfert de charges exceptionnelles	-
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	469 509
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
671 000	Charges exceptionnelles	22 210
671 200	Pénalités, amendes	125
675 000	Valeurs nettes comptables des actifs cédés	-
687 100	Dotations aux amortissements exceptionnels	8 923
687 250	Dotations aux amortissements dérogatoires	13 866
687 460	Dotations aux provisions pour différence sur réalisation d'actifs	17 305
687 480	Dotations aux provisions pour charges exceptionnelles	4 914
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	67 343
MONTANT DU RESULTAT EXCEPTIONNEL DE L'EXERCICE		402 166

ANNEXE - NOTE N° 23 IMPOT SUR LES SOCIETES

Le montant de l'impôt sur les sociétés comptabilisé au titre de l'exercice est de 37 849 €.